



**HAL**  
open science

## Dans l'angle mort des sondages ou ce que voter veut (encore) dire

Eric Agrikoliansky, Philippe Aldrin, Sandrine Lévêque

► **To cite this version:**

Eric Agrikoliansky, Philippe Aldrin, Sandrine Lévêque. Dans l'angle mort des sondages ou ce que voter veut (encore) dire: AOC Analyse Opinion Critique. 2022. halshs-04064083

**HAL Id: halshs-04064083**

**<https://shs.hal.science/halshs-04064083>**

Submitted on 10 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Dans l'angle mort des sondages ou ce que voter veut (encore) dire

ÉRIC AGRIKOLIANSKY, PHILIPPE ALDRIN & SANDRINE LÉVÊQUE

AOC - 17 JANVIER 2022

Quel sens les citoyens donnent-ils aujourd'hui à leur condition d'électeurs ? L'abstention massive aux derniers rendez-vous électoraux invite à se demander ce que voter veut encore dire. Derrière cette question, apparaît l'urgence d'arrêter de commencer par se demander « qui passera au second tour ? » et de rompre avec le journalisme de commentaire hippique, saturé par des sondages en profond décalage avec la réalité sociale.

**QUEL EST LE SENS AUJOURD'HUI** d'une séquence électorale comme celle dans laquelle la France est plongée depuis la fin de l'été ? La question n'est pas inopportune quand « l'opinion » paraît ne plus être qu'une substance sondagière mesurée au jour le jour et commentée *ad libitum* par les médias, et quand l'abstention domine la plupart des rendez-vous électoraux. L'excitation médiatique autour du scrutin du printemps prochain ne devrait pas nous faire oublier que la présidentielle est la dernière élection à encore mobiliser les électeurs. Lors des derniers scrutins, entre un tiers seulement (régionales de 2021) et la moitié (législatives de 2017 et européennes de 2019) des inscrits se sont déplacés aux urnes. Ce rappel devrait nous inviter à réfléchir au profond décalage qui existe entre l'emballage médiatique et la réalité du rapport au vote des Français.

Au fond, il semble urgent de s'extirper de la question obsédante « Qui va gagner ? » pour s'interroger sur ce que voter veut (encore) dire en se donnant les moyens de comprendre le sens que les citoyens donnent aujourd'hui à leur propre vote et à leur condition d'électeurs.

### *Sortir du prêt-à-penser sondagier*

Pour regarder le moment électoral à hauteur de(s) citoyen(s), il faut d'abord s'extraire d'un prêt-à-penser imposé par l'omniprésence des sondages qui saturent tout à la fois l'espace médiatique et les analyses électorales. Ensuite, il faut rompre avec ce journalisme de « course de chevaux » dont toute l'attention est monopolisée par le jeu politique, au détriment des enjeux de l'élection. Il y a trente ans déjà, l'étude des informations diffusées par les chaînes de télévision lors des primaires américaines de 1988 révélait qu'un tiers du temps d'antenne consacré à l'élection commentait des résultats de sondages<sup>[1]</sup>. Quel chiffre édifiant mettrait au jour une telle étude en 2021 ?

Par la commande massive d'enquêtes d'opinion et le recours systématique aux spécialistes du commentaire politique – sondeurs, chroniqueurs et autres « politologues » –, les entreprises médiatiques ont progressivement élaboré et imposé un standard d'événementialisation continue des grandes compétitions électorales. Un modèle éditorial accaparé par les spéculations du verdict électoral à venir et hypnotisé par la courbe fluctuante des intentions de vote.

La présidentielle de 2022 bat même tous les records de publication de sondages, alors que la liste définitive des candidats n'est même pas encore arrêtée ! Le phénomène Zemmour illustre à l'envi cette mécanique. Puissamment aidée par l'empire médiatique d'un grand patron français, l'hypothèse Zemmour a agité durant tout l'automne le petit monde politico-médiatique avant même qu'il ne se déclare candidat. Comme si la seule préoccupation des citoyens était de juger la candidature d'un polémiste dont la grande majorité ignorait même jusque-là l'existence...

La multiplication des «surprises» électorales et les travaux de la sociologie critique ont largement démontré les biais de fabrication et la fragilité des prédictions des sondages d'intention de vote<sup>[2]</sup>. Que valent ces projections fondées sur des réponses obtenues auprès de personnes qui ne connaissent pas encore l'offre politique définitive, ni les programmes en balance et qui, souvent, ne savent même pas s'ils iront voter ? Et ce d'autant plus que seuls les citoyens les plus intéressés par la politique acceptent de répondre aux sollicitations des sondeurs (au contraire des jeunes, des classes populaires et des moins bien insérés socialement qui refusent majoritairement).

Mais le problème, au fond, n'est plus tant la fiabilité ou la représentativité des opinions produites par sondages que le fait qu'ils faussent notre compréhension des électeurs et des significations qu'ils donnent à l'acte de voter (ou de s'abstenir). Que l'on songe, pour s'en convaincre, à la rusticité des indicateurs utilisés par les sondeurs pour mesurer les appartenances de classe (catégorie supérieure, profession intermédiaire ou catégorie populaire), pour enregistrer les préférences politiques (oui/non, pour/contre) ou l'appréciation des questions de société (numéroter les «problèmes les plus importants à vos yeux»).

Vues par les sondages, les raisons du vote restent impénétrables, permettant d'ailleurs aux commentateurs d'y projeter leurs propres fantasmes. Et ce d'autant plus que les sondeurs classent et rangent les répondants par « électorat », figeant les préférences politiques sur la base d'un vote passé ou d'une intention déclarée. Les citoyens seraient « macronistes », « mélenchonistes », « lepénistes »... sans que l'on soit en mesure ni de percevoir les raisons (pourtant toujours multiples et complexes) de ce ralliement à une proposition politique, ni de saisir l'infinité des nuances derrière l'étiquette. **Au fond, pour voir l'élection avec les yeux des électeurs, il faudrait pouvoir tout à la fois s'affranchir de l'obsession de la prédiction, des questionnaires fermés et anonymes mais aussi du prisme classificatoire des électorats.**

C'est précisément le pari méthodologique qu'a entrepris de relever un collectif de politistes et de sociologues<sup>[3]</sup>. Dès l'automne 2016, ils se sont engagés dans une enquête au long cours qui visait à interroger de façon approfondie et répétée un même panel d'électorales et des électeurs appartenant à toutes les catégories sociales et vivant des Hauts-de-France à la Région Sud. À travers de longs entretiens menés avec leurs enquêtés, les chercheurs se sont attachés à recueillir minutieusement les éléments de leur trajectoire sociale, à écouter et questionner leurs points de vue, leurs positions, leurs justifications, leurs certitudes comme leurs doutes sur la chose politique. Détachés des enjeux immédiats de la campagne ou des personnalités engagées dans la course présidentielle, ces entretiens livrent des portraits d'électorales et d'électeurs dans lesquels se révèle la richesse et la complexité des rapports ordinaires à la politique.

## Des électeurs entre goûts et dégoûts face aux possibles électoraux

Le vote Macron du printemps 2017 a abondamment été analysé comme un vote « disruptif » traduisant le ras-le-bol des Françaises et des Français à l'égard de la politique traditionnelle. Le second tour opposant Macron à Le Pen aurait exprimé le rejet massif du clivage gauche/droite qui structurait la vie politique depuis les débuts de la Ve République et le désir de sortir des sentiers battus de la vieille politique. Pourtant, lorsqu'on les interroge plus longuement, les motivations des électeurs sont plus hétérogènes qu'il n'y paraît. Il faut d'abord noter que, loin de rejeter la politique, les électeurs que nous avons rencontrés ont au contraire été captivés par une campagne qui, pour certains, s'est même révélée particulièrement anxiogène. Les rebondissements de l'affaire Fillon, l'irruption d'un nouveau venu (Emmanuel Macron) et la menace que représente pour beaucoup l'extrême droite y ont sans doute contribué.

En entretien, les électeurs disent leur méfiance, voire leur défiance, avouent l'absence d'illusion, mais affirment néanmoins majoritairement se « laisser prendre au jeu » de la campagne électorale. Cet intérêt pour la politique demeure cependant socialement très clivé : ce sont les plus pauvres, les moins diplômés, les moins insérés dans la vie active qui suivent le moins la campagne et votent le moins. Si la montée de l'abstention est indiscutable, force est de constater qu'elle touche surtout les classes populaires et ce particulièrement lors des élections « intermédiaires » (européennes, régionales par exemple) dont les enjeux sont moins clairement perçus que ceux de l'élection présidentielle<sup>[4]</sup>. Cette dernière est devenue la seule, et dernière, occasion de participation civique d'une partie de la population... On mesure ainsi sa centralité, mais aussi les risques d'une telle focalisation sur un seul scrutin !

Les propos recueillis en entretiens permettent ensuite de percevoir la variété des raisons conduisant à un même suffrage. Les « électorats » ne constituent pas des blocs solides et homogènes, cristallisés par la magie de l'acte de vote. Ils sont davantage des mosaïques hétérogènes composées d'une pluralité des significations, aspirations et anticipations. La conjoncture électorale de 2017, avec son offre politique inédite, constitue une illustration idéal-typique de la fluidité conjoncturelle des votes qui expriment autant de l'adhésion ou de la loyauté que du rejet d'un candidat ou du système politique en général. Les « conversions » au vote Macron en sont un excellent exemple : la majeure partie de ses soutiens proviennent en 2017 d'électeurs de gauche qui y voient la moins mauvaise incarnation d'une social-démocratie décomposée et, surtout, un vote susceptible de leur éviter le pire : ne pas à avoir à choisir au second tour « entre la peste et le choléra » (Fillon et Le Pen).

Pour les électeurs « de droite » qui s'y rallient dès le premier tour ou le rejoignent au second, Macron incarne un libéralisme économique plus light que celui proposé par François Fillon, mais auquel ils consentent faute de mieux... De même, le vote pour Marine Le Pen en 2017 est loin d'exprimer une seule voix. À défaut de signifier un soutien indéfectible à l'héritière du Front national ou l'irrésistible « extrême-droitisation » des électeurs français, le vote Le Pen recouvre en réalité une nébuleuse hétéroclite de motifs et de raisons. Dans les entretiens, ce vote exprime l'acte protestataire et antisystème de classes populaires se sentant abandonnées par l'État, mais aussi la méfiance à l'égard d'un Macron vu comme l'incarnation d'une élite économique et culturelle parisienne et comme méprisant à l'égard des petites classes moyennes de province.

Pour d'autres enfin, il est la manifestation d'un sentiment ouvertement islamophobe qui émane autant des catégories intermédiaires se sentant menacées par des classes populaires racisées que d'une bourgeoisie réactionnaire et de longue date xénophobe.

### ***La persistance des clivages sociaux et politiques comme boussole des choix électoraux***

Surtout, les rencontres régulières avec les électeurs invitent à ne pas lire la volatilité du vote ou l'hétérogénéité de ses raisons comme une perte totale des repères politiques. Les citoyens, au vrai, n'ont pas perdu leur boussole politique. Contrairement à ce que les commentateurs ont trop rapidement conclu, le clivage droite/gauche est loin de s'être dissout – chez les électeurs tout au moins ! Héritée de la socialisation, entretenue dans des milieux sociaux homogames où les identifications possèdent encore une dimension politique, l'identification à la « droite » ou à la « gauche » est bien réelle et structure encore dans les entretiens le rapport au politique – même pour celles et ceux qui soutiennent des candidats rejetant ce clivage.

En ce sens, le désordre électoral qui semble caractériser la dernière présidentielle n'est qu'apparent : si désordre il y a, c'est surtout dans le champ politique et chez les candidats qui tentent de brouiller les frontières du jeu politique, alors que les loyautés électorales résistent chez les votants. Ces derniers sont cependant, et la nuance est de taille, contraints de bricoler avec une offre politique de plus en plus irréaliste, hyper-personnalisée et focalisée sur la volonté de se démarquer des autres. Ce constat suggère peut-être surtout que la démocratie telle que l'organise la V<sup>e</sup> République ne peut durablement se réduire

à une compétition électorale simpliste entre quelques candidats à une seule élection surexposée tous les cinq ans : la présidentielle.

La séquence électorale de 2017 a-t-elle pour autant rebattu les cartes des logiques sociales qui structurent encore le vote ? Loin d'être irrationnels, les choix électoraux s'inscrivent dans des trajectoires de vie. On ne vote jamais au hasard, ni simplement en fonction de facteurs de court-terme (campagne, enjeux du moment, candidat.es). Le vote est, au contraire, le produit d'une socialisation politique ancienne qui limite le champ des choix possibles en définissant des sortes d'habitus électoraux qui organisent les perceptions du politique et guident les choix.

Parmi les électeurs de gauche, ceux qui ont renoncé à voter Hamon ou Mélenchon et dont les voix se sont portées sur Macron dès le premier tour, sont aussi ceux qui se sont les plus embourgeoisés et qui étaient les plus satisfaits du tournant libéral du Parti socialiste. Au contraire, les fidèles au candidat socialiste ou à Mélenchon se recrutent plutôt parmi les petites classes moyennes attachées aux services publics (infirmières, assistantes sociales, enseignants) ou parmi celles et ceux – et en particulier celles – qui subissent de fortes discriminations (les femmes, les populations racisées).

En outre, voter Macron au premier tour est parfois le produit d'un habitus clivé, dans lequel attraction pour la droite et la gauche sont en tension, comme c'est le cas pour un avocat d'affaires interrogé, tiraillé entre ses origines bourgeoises, ses intérêts économiques de patron d'un grand cabinet et son mode de vie plus bohème qu'il a adopté en se mariant avec une avocate de gauche.

Pour d'autres enfin – et on pense aux électeurs de droite qui ont voté Macron – ce sont bien des formes de socialisation inversée qui leur font abandonner cette droite «un peu moisie et tradi... et corrompue» que représente en 2017 Fillon, sous l'influence de leurs enfants qui se reconnaissent dans la « modernité » libérale qu'incarne Macron à leurs yeux.

Les électeurs, même pour les plus distants, ne manquent pas enfin d'exprimer très clairement des préoccupations concernant leurs conditions sociales d'existence. Les entretiens approfondis avec les électrices et les électeurs indiquent que la fin du vote de classe, annoncée depuis les années 1990, est sans doute une illusion d'optique. Notre enquête permet au contraire de saisir l'intensité des clivages qui structurent aujourd'hui encore la société française. Le politique ne se limite d'ailleurs pas au vote, mais renvoie aussi aux manières de percevoir le monde social, les groupes qui le composent et les frontières qui le divisent.

Parmi nos enquêtés, une partie appartient aux classes supérieures et moyennes supérieures (cadres, chefs d'entreprise, professions intellectuelles et libérales). Or, il est frappant de constater qu'ils convergent vers une vision très clivée et hiérarchisée de l'ordre social et des mondes qui le composent. Ils se pensent, par exemple, à part et différents de leurs subalternes. Certains manifestent une crainte, voire une franche hostilité, à l'égard des étrangers et des musulmans. La volonté de se distinguer des classes populaires apparaît par ailleurs structurante. Elle est particulièrement troublante dans les professions intellectuelles supérieures qui votaient à gauche, mais qui manifestent leur aversion pour le « populisme » et plus généralement pour un peuple qu'ils ne comprennent plus.

Une autre partie des portraits illustre les incertitudes et les situations de crise auxquels sont confrontés les électeurs des

classes populaires. Marqués par l'instabilité et par la dureté des métiers subalternes avec de très faibles progressions de salaire, ils demeurent pourtant attachés au travail qui donne un statut, qui constitue une fierté et offre l'espoir de sortir de sa condition. Les conditions sociales d'existence de celles et ceux qui vivent en logement social sont marquées par le délabrement de leur environnement qui leur donne l'impression d'être abandonnés de tous et en premier lieu des pouvoirs publics.

L'État et les fonctionnaires n'apparaissent d'ailleurs plus comme des recours possibles, mais comme des privilégiés, dont l'aide se révèle intrusive et inutile. On retrouve dans leurs visions du monde l'empreinte d'une «conscience sociale triangulaire» qui construit celui-ci non comme un affrontement entre le peuple et les « riches » (patrons, capitalistes), mais comme une tripartition entre les élites, les «gens comme nous» et ceux qui sont tout en bas. Ces derniers constituent alors une figure d'identification négative, parce qu'ils sont vus comme une menace objective et subjective. Ce ressentiment à l'égard des plus faibles culmine lorsque ces derniers sont racisés.

On observe, ce faisant, une reconfiguration de la conflictualité sociale qui fait des plus faibles le point focal des craintes des classes supérieures ET des classes populaires ou des petites classes moyennes. Le clivage entre les puissants et les dominés sur lequel reposait le discours des partis de gauche semble en ce sens avoir perdu de son efficacité. S'y substitue un clivage de race qui distingue «les étrangers», les «non-blancs», les «musulmans» et ceux qui seraient de «vrais» Français et possèderaient davantage de droits. On le retrouve dans tous les groupes sociaux, y compris dans les beaux quartiers parisiens ou chez de gros agriculteurs pourtant peu exposés à la concurrence des migrants...

Symétriquement, les personnes interrogées issues de l'immigration disent très clairement le sentiment de se confronter à des discriminations, voire à un racisme systémique, qui obèrent leur parcours scolaire, leur carrière professionnelle : ils ressentent continûment dans leur vie quotidienne le stigmate de l'altérité.

L'élection de Macron a pu être interprétée comme le signe d'un consensus autour d'un candidat incarnant « en même temps » les aspirations des électeurs de droite et de gauche et qui aurait pu constituer le ferment d'une union nationale contre l'extrême-droite, le racisme et la xénophobie. Au terme de notre enquête, et au moment où il s'agit de revoter, ce consensus semble bien fragile, voire illusoire. Il masque de profonds clivages entre ceux « d'en haut » et les différentes fractions des classes populaires qui continuent de structurer la société française contemporaine.

## Notes

[1] Stephen Ansolabehere, Shanto Iyengar, «Of horseshoes and horse races: Experimental studies of the impact of poll results on electoral behavior», *Political Communication*, 11, 1994.

[2] Patrick Lehingue (Sudunba. Coup de sonde dans l'océan des sondages, Éditions du Croquant, 2007, p. 60 pour la citation) a ainsi montré que (de 1965 à 2002) le résultat annoncé par la dernière enquête par sondage avant l'élection pour les trois premiers candidats « la prévision n'est correcte (différence avec le score final inférieure à 10 % du score du candidat) que dans 12 cas sur 28 », soit 43% des cas...

[3] Éric Agrikoliansky, Philippe Aldrin, Sandrine Lévêque (dir.), *Voter par temps de crise. Portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires*, Paris, PUF, 2021.

[4] En 2017, 85 % des électeurs inscrits ont voté à au moins un tour de la présidentielle et des législatives ; seuls 15 % n'ont jamais voté. Cf. Céline Braconnier, Baptiste Coulmont, Jean-Yves Dormagen, «Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale», *Revue française de science politique*, 67, 2017.

Ces résultats nous renseignent sur les tiraillements et les tensions qui sont aux principes des choix électoraux que les sondages et les analyses agrégés ont tendance à écraser en leur donnant une signification univoque, qui est d'ailleurs souvent le produit des propres fantasmes des commentateurs de la vie politique. Réécouter les électeurs, plutôt que les sondages, ne pas céder à ses propres illusions et sortir d'un traitement de la campagne limité au seul commentaire de la course à la présidence permettrait sans aucun doute de mieux restituer à la fois la force des ancrages sociaux et les moments d'indétermination lorsque l'offre politique se recompose. Et ainsi de mieux comprendre ce que voter veut dire...

---

**ÉRIC AGRIKOLIANSKY**

POLITISTE, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À PARIS  
DAUPHINE-PSL ET MEMBRE DE L'IRISSO (CNRS)

**PHILIPPE ALDRIN**

POLITISTE, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO  
AIX ET MEMBRE DE MESOPOLHIS (CNRS)

**SANDRINE LÉVÊQUE**

POLITISTE, PROFESSEURE DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO  
LILLE ET CHERCHEUSE AU CERAPS (CNRS)

---

*NDLR : Éric Agrikoliansky, Philippe Aldrin et Sandrine Lévêque  
viennent de publier aux Presses universitaires de France *Voter par  
temps de crise. Portraits d'électrices et d'électeurs ordinaires.**